

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 20/2 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.2.58252

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

KLAUS MALETTKE

WALLENSTEIN – GÉNÉRAL, PRINCE D'EMPIRE  
ET HOMME POLITIQUE  
DANS LA GUERRE DE TRENTE ANS

Avec le roi de Suède, Gustave-Adolphe, et Richelieu, Wallenstein est l'une des trois grandes personnalités qui ont le plus marqué la période de la Guerre de Trente Ans (1618–1648). La pensée et l'action de ce grand chef de guerre échappent encore à toute évaluation claire et dépourvue d'ambiguïté, tant elles reflètent l'entrelas inextricable des interrogations et des contradictions de son temps. Il est vrai que les innombrables publications – près de trois mille – écrites à son sujet ont souvent contribué à sa légende d'aventurier, de mercenaire sans scrupules. Ne l'a-t-on pas accusé de ne rechercher que sa réussite personnelle, de tenter d'obtenir la couronne de Bohême? A l'opposé, on l'a aussi jugé comme un fanatique du pouvoir impérial, s'acharnant à détruire l'autonomie des Etats allemands. Toute interprétation à sens unique risque de conserver le flou qui entoure l'image de Wallenstein, qui ne date pas de la soirée où il fut assassiné, le 25 février 1634, mais du jour où il est entré dans la vie publique, poussé, c'est indéniable, par la passion de la puissance et de l'argent<sup>1</sup>.

Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, le Saint-Empire Romain Germanique est largement dépourvu de ce qui caractérise un Etat moderne, contrairement à la France, l'Espagne ou la Suède. De même qu'il n'y a pas de capitale allemande, d'armée permanente impériale, d'impôt impérial fixe, on ne peut guère parler d'une politique unique pour tous les Allemands. Le territoire reste considérablement morcelé et la puissance de l'Empereur, élu par les seuls princes électeurs (au nombre de sept. les trois archevêques catholiques de Mayence, de Cologne et de Trêves, le comte palatin du Rhin, le duc de Saxe-Wittenberg, le margrave de Brandebourg et le roi de Bohême) se fonde presque uniquement sur les terres héréditaires des Habsbourg. Elles le mettent certes au premier rang des Etats princiers, mais les autres principautés et les villes d'Empire sont très indépendantes du pouvoir central et mènent leur propre politique où se combinent leurs options religieuses et leurs intérêts particuliers ou dynastiques. Les plus puissantes d'entre elles ont même pu, des siècles durant, contrecarrer avec succès les efforts de l'Empire pour affermir sa puissance consolidant ainsi leur propre position dans l'Empire<sup>2</sup>.

1 Voir Hellmut DIWALD, *Wallenstein. Eine Biographie*, München, Esslingen 1969, p. 8 sq.; Heinrich Ritter von SRBIK, *Wallensteins Ende. Ursachen, Verlauf und Folgen der Katastrophe*, 2<sup>e</sup> éd. Salzburg 1952, p. 190 sqq.

2 Voir S. H. STEINBERG, *Der Dreißigjährige Krieg und der Kampf um die Vorherrschaft in Europa 1600–1660*, Göttingen 1967, p. 30 sq.; François LEBRUN, *Le XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris 1967, p. 171–174; Georges DURAND, *Etats et institutions, XVI<sup>e</sup>–XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris 1969, p. 193–197.



D'autre part, il est presque impossible de dissocier les facteurs constitutionnels politiques, confessionnels et sociaux qui ont provoqué la guerre de Trente Ans<sup>3</sup>, que l'on interprète parfois encore comme une simple conflit religieux. En simplifiant un peu des événements complexes, on peut dire que les causes profondes de la guerre, qui est à l'origine une guerre allemande, résident dans les conflits issus de l'exécution et de l'interprétation des articles de la paix d'Augsbourg (1555)<sup>4</sup> et dans les ambitions de l'Empereur visant, à long terme, à l'élimination du protestantisme et à la transformation de ses possessions et de l'Empire en une monarchie catholique. Depuis la fin du 16<sup>e</sup> et le début du 17<sup>e</sup> un sentiment de menace et d'insécurité juridique n'a ainsi cessé de croître au sein de tous les princes allemands, dont plusieurs entretiennent des liens avec les puissances étrangères, Espagne, Angleterre ou France.

Dans cette atmosphère tendue, le conflit politique et confessionnel qui couve déjà depuis un certain temps, éclate en 1618 entre les Etats protestants de Bohême et leur roi catholique, Ferdinand de Habsbourg, archiduc de Styrie. Ceux-ci, après avoir incité les Etats provinciaux de Silésie et de Moravie à rejoindre leur révolte, décrètent, le 22 août 1619, la déchéance de Ferdinand. Ils élisent à sa place le chef de l'Union évangélique fondée en 1608, le prince électeur protestant Frédéric V de Palatinat. Mais, presque simultanément, Ferdinand, est élu empereur à Francfort et se trouve ainsi forcé de distraire une partie des forces de l'Empire pour écraser la révolution bohémienne. Ferdinand gagne en outre le soutien de la Ligue catholique, créée en 1609. Le conflit de Bohême s'étend alors à la lutte pour le pouvoir en Allemagne, sur laquelle vient se greffer le vieil antagonisme entre les Habsbourg et la France, et ses implications internationales. Le conflit débouche sur une guerre générale dans laquelle vont se trouver engagées presque toutes les puissances européennes.

A y regarder de plus près, il n'y eut pas trente années d'hostilités ininterrompues: en schématisant un peu, on distinguera, séparées par de brefs armistices, les phases

3 Voir p. e. Walther HUBATSCH, *Deutschland zwischen dem Dreißigjährigen Krieg und der Französischen Revolution* (Deutsche Geschichte. Ereignisse und Probleme 2/3), Frankfurt, Berlin, Wien 1974, p. 28-38. C. V. WEDGWOOD, *Der Dreißigjährige Krieg*, München 1971; J. POLIŠENSKÝ, *The Thirty Years' War*, London 1971; H. K. RUDOLF (éditeur), *Der Dreißigjährige Krieg. Perspektiven und Strukturen*, Darmstadt 1977; Richard van DÜLMEN, *Entstehung des frühneuzeitlichen Europa 1550-1648* (Fischer Weltgeschichte, t. 24), Frankfurt/Main 1982, p. 399-411; LEBRUN (voir n. 2) p. 63-96; Georges LIVET, *La Guerre de Trente Ans*, Paris 1963.

4 Vue de plus près la paix d'Augsbourg n'était pas une paix de religion. Elle ne contenait pas un accord sur le *conflit confessionnel*. Elle apportait aux adhérents de la confession luthérienne d'Augsbourg (*Confessio augustana* de 1530) la tolérance de l'Empire à côté de la vieille église catholique. Les réformés et tous les autres groupements chrétiens restaient exclus de la paix. La paix concédait aux princes d'Empire le *ius reformandi*; c'est-à-dire les seigneurs territoriaux (*Landesherren*) avaient le droit de régler la confession des sujets de leur territoire suivant le principe *cuius regio, eius religio*. Les articles de la paix d'Augsbourg tendaient à empêcher au protestantisme de pouvoir s'étendre au préjudice du catholicisme. C'est pourquoi ne furent garantis aux princes protestants que les territoires protestants qu'ils possédaient en 1552, l'an qui marquait les plus grands revers du protestantisme. D'un très grand avantage pour le parti catholique fut le réservoir ecclésiastique. Il fixait que tous les princes ecclésiastiques devaient renoncer à leur office et à leur territoire s'ils convertissaient au protestantisme. L'interprétation des articles de la paix d'Augsbourg et son application devenaient bientôt après 1555 sujet d'un nombre grandissant de conflits parmi les partis confessionnels. De ces conflits résultait un accroissement des tensions politiques au sein de l'Empire. L'arrêt du fonctionnement de la Chambre de Justice impériale (*Reichskammergericht*) et la rupture de la Diète (1608) en furent finalement la conséquence.



suivantes: la guerre de la Bohême et du Palatinat (1618–1623), l'intervention danoise (1625–1629), la période néerlandais-suédoise (1630–1635) et la période franco-suédoise (1635–1648). L'Allemagne fut inégalement touchée par les opérations militaires: beaucoup de régions furent partiellement ou totalement épargnées par la guerre tandis que d'autres subirent à plusieurs reprises les destructions et les pillages.

Albrecht Wenzel Eusebius Wallenstein, né à Heřmanice, village du nord-est de la Bohême, le 24 septembre 1583<sup>5</sup>, n'était qu'un modeste baron de Bohême issu, cependant, d'une très ancienne noblesse apparentée aux plus vieilles maisons de Bohême et de Moravie<sup>6</sup>. Son union avec une riche veuve morave le propulsa parmi les plus importants seigneurs de Moravie, alors vassale de la couronne de Bohême<sup>7</sup>.

Les rares sources dont nous disposons sur sa jeunesse nous montrent un Wallenstein bien décidé à faire carrière. Une guerre contre les Turcs qui représentaient un danger permanent en cette frontière de chrétienté, lui fournit l'occasion de faire la preuve de ses aptitudes guerrières et d'accéder au rang de capitaine (1604)<sup>8</sup>. Sa conversion du protestantisme au catholicisme, qui se situe vraisemblablement en 1606, est sans doute un acte calculé. Comme beaucoup de ses pairs, Wallenstein avait compris que l'avenir appartenait, dans les territoires dépendant de la Maison des Habsbourg, au catholicisme<sup>9</sup>. Le nombre croissant des conversions à la foi catholique, souvent très discrètes comme dans le cas de Wallenstein, marque le succès de la réaction catholique et durcit de plus en plus les rapports entre les deux confessions<sup>10</sup>. Wallenstein, que cette situation incitait à gravir les échelons du pouvoir et de la richesse car il reconnaissait en lui davantage d'aptitudes que chez ses pairs, était convaincu, comme bon nombre de ses contemporains cultivés ou dotés d'une position sociale avantageuse, que les astres fournissaient des indications permettant de deviner la destinée humaine. Il fit établir son horoscope en 1608 par un astrologue, astronome et mathématicien déjà renommé à l'époque, Johannes Kepler (1571–1630). Kepler ne connaissait pas alors l'identité du noble bohémien. Wallenstein, qui ne reçut l'horoscope que cinq ans plus tard<sup>11</sup>, l'étudia avec beaucoup d'attention, y attachant grande importance. Les faits confirmèrent par la suite nombre de ces prédictions, ce qui ne signifie pas nécessairement que Wallenstein ait vécu l'œil rivé sur ce diagnostic astrologique.

Durant la première décennie du XVII<sup>e</sup> siècle, Wallenstein observa une attitude réservée, sans jamais se mettre en avant, dans les querelles entre l'Empereur et les Etats bohémiens et moraves à propos des libertés provinciales, ainsi que dans les conflits sur la succession entre l'empereur Rudolph II qui n'avait pas d'héritier direct et son frère Matthias<sup>12</sup>. Mais, au début de l'année 1617, quand l'archiduc Ferdinand

5 Golo MANN, *Wallenstein. Sein Leben erzählt von Golo Mann*, 3<sup>e</sup> éd. Frankfurt/Main 1971, p. 14;

J. V. POLIŠENSKÝ, *War and Society in Europe 1618–1648*, London, New York, Melbourne 1978, p. 132.

6 Cf. MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 12; POLIŠENSKÝ, *War and Society in Europe* (voir n. 5) p. 132.

7 MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 116 sqq.; POLIŠENSKÝ, *War and Society in Europe* (voir n. 5) p. 134.

8 Cf. MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 82–85.

9 MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 81 et 100 sq.; POLIŠENSKÝ, *War and Society in Europe* (voir n. 5) p. 134. Diwald croit cependant que l'acte de conversion eut lieu en 1602. Cf. Hellmut DIWALD, *Wallenstein. Eine Biographie*, München, Esslingen 1969, p. 36 sq.

10 DIWALD, *Wallenstein* (voir n. 9) p. 35 sq.

11 Cf. DIWALD, *Wallenstein* (voir n. 9) p. 49–54; MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 104–115.

12 DIWALD, *Wallenstein* (voir n. 9) p. 74 sq.; MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 119–125.



de Styrie, le futur roi de Bohême et Empereur du Saint-Empire romain germanique, qui se trouvait en difficulté dans un conflit militaire avec la République de Venise, appela à l'aide les seigneurs les plus riches d'Autriche, de Bohême et de Moravie, Wallenstein fut un des rares à répondre immédiatement à cet appel. L'heure lui avait semblé propice et il avait saisi l'occasion<sup>13</sup>. Son empressement lui valut la reconnaissance du futur empereur Ferdinand II et les diplômes impériaux soulignent, à propos de la guerre du Frioul, comment «il nous a soutenu avec deux compagnies de cavaliers levées à ses frais»<sup>14</sup>. Quand il jugea le moment opportun, il n'hésita pas un instant à rompre ouvertement avec les Etats révoltés de Bohême dont il jugeait l'entreprise, malgré les apparences, vouée à l'échec, et prit résolument parti pour Ferdinand en avril 1619. Wallenstein fut aussitôt expulsé du pays par la Diète de Moravie et ses biens furent confisqués<sup>15</sup>.

Colonel (d'abord colonel d'un régiment de mousquetaires que la Diète de la Moravie avait formé en 1610 et colonel de Ferdinand depuis mars 1619), Wallenstein n'émerge pas au premier rang avant 1625. Ce sont les nouvelles dimensions du conflit qui poussent alors Ferdinand II à accepter ses offres de service. Avec l'écrasement de la révolution de Bohême à la bataille de la Montagne Blanche (8 novembre 1620) et l'expulsion de Prague du «roi d'un hiver», Frédéric, mis au ban de l'Empire en janvier 1621 et dessaisi de son Palatinat, Ferdinand n'avait remporté qu'un succès partiel car sa victoire en Bohême et, surtout, l'installation en 1623 des Espagnols sur le Rhin pour administrer une partie des domaines de l'électeur palatin déchu, rameutèrent les adversaires traditionnels de Vienne et de Madrid. Il se forma une coalition européenne contre l'Espagne-Habsbourg, à laquelle prirent part en premier lieu les Etats généraux des Pays-Bas, l'Angleterre, le Danemark – et moins nettement – la France<sup>16</sup>.

A Vienne, on avait bien sûr connaissance de cette évolution. Mais ne serait-ce qu'en raison de l'état catastrophique des finances impériales, on espérait pouvoir écarter par des démarches diplomatiques la menace de guerre<sup>17</sup>. Au printemps 1625, les choses se gâtent: lorsque la coalition anti-habsbourgeoise avec – à sa tête – Christian IV de Danemark prépare une offensive, Ferdinand ne peut qu'accepter la nouvelle offre de Wallenstein qui met à sa disposition une armée qu'il recrute à ses frais.

La signification historique de cet événement ne réside pas dans l'acceptation de l'offre par l'Empereur qui, vu sa situation, n'avait pas d'autre choix, mais dans l'envergure politique et militaire du plan de Wallenstein. La création d'une armée impériale permanente allait être, pour Ferdinand, l'instrument d'une politique puissante, libre de l'approbation des Etats de l'Empire. Wallenstein réussit alors à imposer sa conception de l'armée permanente, qui renforcerait sans nul doute le pouvoir de l'Empereur mais aussi la position de son général en chef.

Le soutien financier d'une armée d'une importance encore jamais vue en Europe

13 DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 87–90; MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 139–145.

14 Friedrich FÖRSTER, Wallensteins Prozeß vor den Schranken des Weltgerichts und dem K. K. Fiscus zu Prag, Leipzig 1844. Urkundenbuch als Anhang, p. 9, 25, 30 et 48.

15 DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 122; MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 172; POLIŠENSKÝ, War and Society (voir n. 5) p. 135.

16 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 345–353; DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 239–244; STEINBERG, Der Dreißigjährige Krieg (voir n. 2) p. 52–55.

17 MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 362.



centrale, impliquait une révision fondamentale des formes traditionnelles de financement. Wallenstein, qui avait seulement proposé de former cette armée mais ne pouvait assurer à ses propres frais son fonctionnement régulier en dépit de sa fortune, proposa que l'armée ne soit plus – comme il était pratiqué jusqu'alors – seulement nourrie et entretenue par les pays occupés mais aussi appointée. On renonçait ainsi à faire entretenir les troupes par les princes qu'elles servaient. Conformément au plan de Wallenstein, toutes les régions – non seulement les territoires ennemis, mais également ceux des alliés et des neutres ainsi que des Etats héréditaires habsbourgeois – seraient mis à contribution pour l'entretien de l'armée<sup>18</sup>. Ainsi apparaissait le principe d'un impôt de guerre permanent et général, qui devait libérer les princes de l'incertitude du vote d'impôts extraordinaires par les Etats. L'adoption pratique de ce système avait fait faire un pas en avant décisif dans le développement de l'Etat moderne.

\*

On ne peut comprendre l'ascension fulgurante de Wallenstein en se référant à son seul génie militaire. Il a réussi, en quelques années, à se rendre indispensable à Ferdinand en mettant sa fortune à la disposition du prince. Chez lui, l'homme politique, le propriétaire, le soldat sont inséparables<sup>19</sup>. Son quartier général est indissociable de la cour d'un prince d'Empire, la gestion de ses domaines de l'entretien de ses armées. Dès 1618, Wallenstein s'est institué financier de Ferdinand qui, comme ses prédécesseurs, se trouvait dans une situation de trésorerie constamment difficile. Il mit à sa disposition 40 000 florins et lui proposa d'enrôler un régiment de cavaliers dans les Pays-Bas espagnole. A Vienne, l'offre fut immédiatement acceptée mais Wallenstein exigea de Ferdinand, en échange de la somme prêtée, qu'il lui signât une lettre de reconnaissance en bonne et due forme. Sur le modèle de cette transaction qui fit l'objet, fin mars 1619, d'un traité détaillé, Wallenstein traita, au cours des années suivantes, tout une série d'affaires de même nature. Les tractations portaient sur des sommes notablement plus importantes: 160 000 florins en 1620, 195 000 en 1621, 527 000 en 1622, 700 000 en 1623. Ferdinand ne pourrait les rembourser que par la cession de domaines et de seigneuries. La victoire des troupes de la ligue et des contingents impériaux sur les rebelles de Bohême à la Montagne Blanche provoqua la confiscation des terres des vaincus. Wallenstein usa des possibilités ainsi offertes, aussi opiniâtement et sans plus de scrupules que n'en avaient témoigné, pour leur part, les révoltés, peu de temps auparavant.

Les contacts étroits qu'il entretenait avec le Tribunal d'exception de Prague qui jugeait les accusés, ainsi que l'influence qu'il exerçait depuis janvier 1622, en sa qualité de commandant en chef en Bohême, lui furent très utiles. Wallenstein fut de tous les »profiteurs de guerre«, l'un des plus favorisés. En 1624, ses terres s'étendaient de la frontière nord de la Bohême jusqu'aux environs de Prague et, à l'est, jusqu'au Riesengebirge<sup>20</sup>. Si, en 1619, Wallenstein était un magnat de Moravie, il était devenu à présent un magnat de Bohême.

18 MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 422–431; DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 271–285.

19 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 269; DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 607; Anton ERNSTBERGER, Hans de Witte. Finanzmann Wallensteins (Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte. Beihefte n°. 38), Wiesbaden 1954, p. 230.

20 MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 245–254; DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 170–180.



Son immense empire foncier, Wallenstein l'avait payé dans les années 1622/23 en profitant de la conjoncture inflationniste: les florins avec lesquels il régla ses transactions avaient été frappés à l'époque par un consortium monétaire pragois qui avait reçu en 1622 le monopole de la frappe et dont Wallenstein faisait partie; ils ne cessaient de perdre de leur valeur. Dans l'état actuel des recherches, toute la lumière n'a pas encore été faite sur l'origine de la prodigieuse fortune de Wallenstein; cependant, on peut affirmer avec certitude qu'il réussit à devenir le plus puissant et le plus riche magnat après le roi de Bohême, en utilisant notamment à bon escient ses relations étroites avec Hans de Witte, le négociant et financier le plus riche de Bohême, lui aussi membre du consortium monétaire pragois, qui lui fournit pour ses achats de terres des possibilités exceptionnelles de crédit<sup>21</sup>. Wallenstein s'était lui-même prêté une bonne partie des sommes utilisées pour l'acquisition des domaines.

Novateur dans l'organisation militaire, Wallenstein a mis en place, sur ses terres, une administration fonctionnelle pour améliorer leur rendement. Le Duché de Friedland, première de ses créations, apparut bientôt à ses contemporains comme la *terra felix* qui se différençait nettement de la «*terra deserta*» du reste de la Bohême<sup>22</sup>. Menant une activité mercantile inlassable, qu'il n'interrompait même pas durant ses campagnes, il publia des instructions pour l'organisation et l'amélioration de l'agriculture, du commerce et des centres de production de toute nature. En très peu de temps Friedland témoigna d'une activité économique et d'une rentabilité telles qu'on n'en trouvait dans aucun autre territoire de l'Empire. Wallenstein y installa même des industries nouvelles en faisant venir des ouvriers spécialisés. Lorsque en 1628, il reçoit le duché de Mecklenbourg, il s'attelle avec le même enthousiasme à la mise en valeur de cette nouvelle propriété. Les fondements du renouveau économique jetés dans les années 1623–24 dans le duché de Friedland lui assurent des revenus d'une extraordinaire stabilité.

Il ne lui restait plus qu'à nouer des liens définitifs avec la cour de Vienne. Son second mariage, en juin 1623, avec la jeune Isabella von Harrach, fille d'un des conseillers les plus influents de Ferdinand II, consacra sa puissance en lui accordant l'appui de personnalités politiques de premier plan comme Harrach<sup>23</sup> et Eggenberg<sup>24</sup>, président du Conseil secret qui avait une très grande influence sur la politique de l'Empereur. Dès juin 1625, Wallenstein est fait, par Ferdinand, duc de Friedland. Un mois plus tard, il était le seul général des Habsbourg, le «*capo*», le généralissime des armées impériales<sup>25</sup>. En septembre, après avoir réuni plus de 50 000 mercenaires à Eger<sup>26</sup>, à la frontière occidentale de la Bohême, il pénètre en Allemagne. Les succès militaires des années 1627, 1628 et 1629 aboutissent à une conquête de tout le nord de l'Allemagne, de la plus grande partie du Danemark, et à la conclusion de la paix avec le roi du Danemark, Christian IV (22 mai 1629).

21 MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 237–254; DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 177–194.

22 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 307–310; DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 227.

23 Karl Leonhard, Herr von Harrach, Freiherr auf Rohrau, Herr zu Stauff und Aschau (1570–1628); cf. Allgemeine Deutsche Biographie, t. 10, 1879, réimpression Berlin 1968, p. 637sq.

24 Hans Ulrich Fürst Eggenberg (1568–1634); cf. Allgemeine Deutsche Biographie, t. 5, 1877, réimpression, Berlin 1968, p. 663–666; Hugo HANTSCH, Die Geschichte Österreichs, Graz, Wien, Köln 1959, Z. 1, p. 333, 353.

25 DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 286.

26 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 377.



Malgré ses victoires, des adversaires contemporains, et aussi des historiens modernes comme le célèbre Léopold von Ranke, ont reproché à Wallenstein sa stratégie « passive »<sup>27</sup>. Ce jugement est peu fondé, du moins en ce qui concerne les années de son premier généralat. Certes, Wallenstein ne rechercha pas l'offensive à tout prix: son sens tactique, l'amène à attendre l'occasion la plus favorable et il possède, comme nul autre à cette époque, l'art de manœuvrer en évitant le combat. Mais il n'a jamais évité l'affrontement ouvert quand les circonstances le lui conseillaient.

Nombreuses sont les plaintes des contemporains à propos des tourments que les officiers et soldats de Wallenstein faisaient endurer à la population. Pourtant, il est indéniable qu'il régnait relativement plus de discipline dans son armée que dans celle de la ligue commandée par Tilly<sup>28</sup> ou parmi les troupes adverses, sous le commandement de Christian IV, Mansfeld<sup>29</sup> ou Bethlen<sup>30</sup>. Nombre d'exemples montrent que Wallenstein punissait avec la même sévérité les manquements à ses ordres chez ses officiers et chez ses soldats. Mais même lui qui, dès sa nomination au commandement de l'armée impériale, était redouté pour sa sévérité impitoyable à l'égard de l'indiscipline<sup>31</sup>, ne pouvait à la longue empêcher, dans une armée dont les effectifs atteignirent finalement 100 000 hommes, que des exactions fussent commises parmi les populations.

Wallenstein a souvent été désigné comme le type de l'« aventurier politique »<sup>32</sup> et du « condottiere »<sup>33</sup> qui ne correspond déjà plus à son temps. Cette définition paraît inexacte car elle cadre mal avec sa personnalité et son action. Wallenstein et son organisation militaire annoncent plutôt l'institution moderne du commissaire qui, en tant que détenteur de pouvoirs exceptionnels conférés par le gouvernement, a joué un si grand rôle dans les Etats au début des temps modernes<sup>34</sup>.

27 Pekka SUVANTO, Wallenstein und seine Anhänger am Wiener Hof zur Zeit des zweiten Generalats 1631–1634, Helsinki 1963, p. 30. Voir aussi DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 374.

28 Johann Tserclaes von Tilly, lieutenant général de l'armée de la Ligue (1559–1632); cf. HANTSCH (voir n. 24), p. 350 sqq. Erich ZÖLLNER, Geschichte Österreichs von den Anfängen bis zur Gegenwart, 5<sup>e</sup> éd. München 1974, p. 214 sq.

29 Peter Ernst comte de Mansfeld (1580?–1626?); cf. Allgemeine Deutsche Biographie, t. 20, 1884, réimpression Berlin 1970, p. 222–232.

30 Gabriel (Gabor) Bethlen Prince de Transylvanie (1613–1629); cf. POLIŠENSKÝ, War and Society (voir n. 5) p. 61, 67, 113–121; A. GINDELY, Bethlen Gábor, Budapest 1890; G. SZEKFÜ, Bethlen Gábor, Budapest 1920; M. DEPNER, Das Fürstentum Siebenbürgen im Kampf gegen Habsburg, Stuttgart 1938.

31 Cf. DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 330.

32 Ainsi par Ernst Walter ZEEDEEN dans son article « Das Zeitalter der Glaubenskämpfe », dans: Bruno GEBHARDT, Handbuch der Deutschen Geschichte, t. 2: Von der Reformation bis zum Ende des Absolutismus, 16. bis 18. Jahrhundert, édité par Herbert GRUNDMANN, 8<sup>e</sup> éd. Stuttgart 1956, p. 150.

33 ZEEDEEN, ibidem; Voir aussi Friedrich Hermann SCHUBERT, Wallenstein und der Staat, dans: Geschichte in Wissenschaft und Unterricht 16, 1965, p. 601–605; Georg WAGNER, Wallenstein. Der böhmische Condottiere. Ein Lebensbild mit zeitgenössischen Dokumenten, Wien 1958; Albert HOCHHEIMER, Verraten und verkauft. Die Geschichte der europäischen Söldner, Stuttgart 1967, p. 143 sqq.

34 Cf. Fritz DICKMANN, Der Westfälische Friede und die Reichsverfassung, dans: Forschungen und Studien zur Geschichte des Westfälischen Friedens. Vorträge bei dem Colloquium französischer und deutscher Historiker vom 28. April–30. April 1963 in Münster, Münster 1965, p. 17; Carl SCHMITT, Die Diktatur, 2<sup>e</sup> éd. München 1928, p. 59 sqq. et 79–96; sur le « commissaire », voir aussi: Otto HINTZE, Der Commissarius und seine Bedeutung in der allgemeinen Verwaltungsgeschichte. Eine vergleichende Studie, dans: Otto HINTZE, Gesammelte Abhandlungen zur allgemeinen Verfassungsgeschichte, t. 1: Staat und Verfassung, édité par Fritz HARTUNG, Leipzig 1941, p. 232–264; Roland



Pour l'observateur superficiel, le duc de Friedland apparaît, au moment de la signature de la paix de Lübeck avec Christian IV (22 mai 1629), au sommet de la réussite et du pouvoir personnel<sup>35</sup>. Un an avant, Ferdinand II avait récompensé princièrement le général pour ses services, lui donnant en fief le duché de Mecklenbourg arraché à ses ducs héréditaires, et le nommant «général des mers océanique et baltique»<sup>36</sup>. D'ailleurs, ce n'était pas de plein gré que l'Empereur avait ainsi cédé le Mecklenbourg, s'exposant aux vives critiques des princes d'Empire. Il accédait ainsi au vœu de Wallenstein, auquel il devait des sommes si importantes qu'il lui était impossible de les rembourser en numéraire<sup>37</sup>, et agissait avec le fief des ducs de Mecklenbourg comme il l'avait fait avec les possessions des rebelles de Bohême après la bataille de la Montagne Blanche.

Pour ses adversaires, Wallenstein avait atteint, dans l'Empire, une position égale à celle de l'Empereur. La réalité était différente. Dès le début, il avait eu maille à partir avec ses ennemis à la Cour de Vienne, ainsi qu'avec ses ennemis au sein de l'Empire, à la tête desquels se trouvait le chef de la ligue catholique, le duc Maximilien I<sup>er</sup> de Bavière, et en dépit de sa position puissante au sein de l'Empire, il restait finalement le serviteur de l'Empereur. Ce que montre clairement sa destitution au début de septembre 1630.

\*

Dès son premier commandement, les princes électeurs catholiques constituèrent l'élément moteur de l'opposition des Etats de l'Empire contre Wallenstein. Ils croyaient que celui-ci avait l'intention de renverser la vénérable constitution de l'Empire pour faire de l'Empereur un monarque absolu<sup>38</sup>; en fait ni le comportement ni les déclarations du général en chef<sup>39</sup> ne permettent de porter cette accusation. L'assemblée des électeurs réunie à Ratisbonne durant l'été 1630 leur parut particulièrement propice pour déclencher contre lui une attaque en règle. Ferdinand II voulait obtenir l'élection de son fils comme roi des Romains et sa désignation comme son successeur au trône impérial, ce qui dépendait du bon vouloir des électeurs<sup>40</sup>. La coalition des électeurs catholiques à laquelle s'était jointe, pour des raisons personnelles, Maximilien de Bavière, se trouvait renforcée par l'appui effectif de la France: Richelieu voyait en Wallenstein l'instrument d'une politique d'hégémonie hispano-habsbourgeoise en Europe<sup>41</sup>; si bien que l'Empereur dut capituler devant leurs exigences. Il licencia Wallenstein, se privant ainsi du support de sa position prédominante, nouvellement acquise dans l'Empire.

MOUSNIER, *Les institutions de la France sous la monarchie absolue 1598–1789*, t. II: *Les organes de l'Etat et la Société*, Paris 1980, p. 67–70, 466–468.

35 Cf. POLIŠENSKÝ, *War and Society* (voir n. 5) p. 139; DIWALD, *Wallenstein* (voir n. 9) p. 418.

36 Cf. POLIŠENSKÝ, *War and Society* (voir n. 5) p. 139; DIWALD, *Wallenstein* (voir n. 9) p. 407; MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 507–516.

37 Cf. MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 505 sqq.; voir aussi p. 517.

38 DIWALD, *Wallenstein* (voir n. 9) p. 428; MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 721 sqq.; POLIŠENSKÝ, *War and Society* (voir n. 5) p. 140;; SUVANTO, *Wallenstein und seine Anhänger* (voir n. 27) p. 33.

39 Cf. DIWALD, *Wallenstein* (voir n. 9) p. 428.

40 POLIŠENSKÝ, *War and Society* (voir n. 5) p. 140 sq.; MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 681 sq.; DIWALD, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 430 sq.

41 DIWALD, *Wallenstein* (voir n. 9) p. 430 sq.; MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 685; Carl J. BURCKHARDT, *Richelieu*, t. 2: *Behauptung der Macht und kalter Krieg*, München 1965, p. 300–311.



Contrairement aux craintes largement répandues, le généralissime accueillit la nouvelle de sa destitution avec modération et sans manifester de rancune contre l'Empereur, car il avait compris que Ferdinand n'avait pas pris cette décision en toute liberté. Tous deux mesurèrent à Ratisbonne les limites de leur puissance<sup>42</sup>. L'Empereur devait rapidement prendre conscience des conséquences négatives de sa capitulation car, presque au moment où il cédait devant les États, le roi de Suède, Gustave-Adolphe, entra en Poméranie antérieure à la tête d'une armée (6 juillet 1630) pour défendre le protestantisme allemand et la liberté des États contre la « tyrannie » de l'Empereur et des Espagnols. Derrière cette propagande suédoise se cachaient en réalité d'importantes motivations politiques.

Durant son premier commandement, Wallenstein, appréciant à leur juste mesure les ambitions suédoises<sup>42a</sup>, avait attiré l'attention sur les dangers d'une intervention en provenance du Nord. Il s'avérait à présent que l'armée de l'Empereur et de la Ligue catholique commandée par Tilly n'était pas de taille à se mesurer avec les Suédois auxquels, bon gré mal gré, s'étaient joints tout une série d'États protestants et, finalement, la Saxe et le Brandebourg. Le 17 septembre 1631, à la bataille de Breitenfeld, au nord-ouest de Leipzig, Tilly essuya une défaite décisive<sup>43</sup>. C'en était fini de la puissance impériale en Allemagne. L'Ouest et le Sud de l'Empire étaient ouverts aux Suédois et les États patrimoniaux des Habsbourg se trouvèrent également particulièrement menacés. Devant l'ampleur de cette catastrophe militaire et politique, la Cour de Vienne et même l'adversaire le plus déclaré de Wallenstein, Maximilien de Bavière, ne virent d'autres solutions que de rappeler le duc de Friedland. Celui-ci fit d'abord la sourde oreille aux appels de plus en plus pressants, non par rancune envers l'Empereur mais parce qu'il hésitait à assumer de nouveau cette charge en raison de ses expériences passées. Il tergiversa longuement avant de se décider, en novembre 1631, à reprendre le commandement pour une durée limitée de trois mois. En fait, dans cette situation de crise, il avait conscience qu'il ne pourrait pas longtemps rester neutre : pour la sécurité de ses biens et de sa position princière, il lui fallait opter pour le parti de l'Empereur<sup>44</sup>.

Ce n'est qu'en avril 1632 qu'il se résolut définitivement à assumer de nouveau le commandement. Au préalable, il exigeait les pleins pouvoirs et la liberté totale de conduire les négociations de paix avec la Saxe ainsi que, par l'intermédiaire de la Saxe, avec d'autres États protestants<sup>45</sup>. Wallenstein voulait s'assurer qu'il pourrait prendre toutes les décisions militaires et politiques nécessaires, sans obstacle ni intervention de Vienne, en vue d'un règlement pacifique universel qu'il désirait depuis longtemps, sans perdre de vue, bien sûr, son intérêt personnel. Comme dédommagement provisoire pour la perte du Mecklembourg que les ducs héréditaires avaient regagné à

42 MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 719; voir aussi: Les papiers de Richelieu. Section politique extérieure et correspondance et papiers d'état. Empire Allemand, t. 1: 1616-1629 (Monumenta Europae Historica), édité par Adolf WILD, Paris 1982, n° 258; Jörg WOLLENBERG, Richelieu. Staatsräson und Kircheninteresse. Zur Legitimation der Politik des Kardinalpremier, Bielefeld 1977, p. 41 sq., 55 sqq.

42a Cf. Pekka SUVANTO, Die deutsche Politik Oxenstiernas und Wallenstein (Studia Historica 9.), Helsinki 1979, p. 19.

43 Cf. STEINBERG, Der Dreißigjährige Krieg (voir n. 2) p. 69 sqq.; MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 753 sqq.; DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 453.

44 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 785 sq.

45 MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 826-834; DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 478 sq.



la suite des conquêtes de Gustave-Adolphe, il accepta la principauté silésienne de Grossglogau<sup>46</sup>.

Mais sa position dominante risquait de ne pas durer longtemps. Son rappel était, pour l'Empereur et la Ligue, la conséquence d'une crise exceptionnellement dangereuse. Si cette crise était désamorcée par ses exploits, ses adversaires se sentiraient d'autant plus astreints à s'unir pour limiter sa puissance. Les événements qui suivirent les combats défensifs de Nuremberg (31 août–3 septembre 1632) et de Lützen près de Leipzig (16 novembre 1632) le confirmèrent. Si la bataille de Nuremberg n'entraîna pas de décision militaire, le roi de Suède y perdit néanmoins son aura d'invincibilité qui le nimbait depuis Breitenfeld. Il trouva la mort dans le combat indécis de Lützen. Cet événement eut pour Wallenstein des conséquences importantes<sup>47</sup> puisque, avec la mort du roi de Suède, l'adversaire le plus dangereux de l'Empereur et de la Ligue catholique se trouvait hors de combat. Mais en même temps, pour Ferdinand et les adversaires du duc de Friedland, le second généralat de Wallenstein et les pouvoirs qui lui étaient attachés, n'avaient plus de raison d'être. Immédiatement après Lützen, Ferdinand, contrairement aux accords conclus entre eux, se mit à intervenir dans les décisions militaires de Wallenstein et les attaques de ses adversaires contre sa prétendue passivité se multiplièrent. On alla même jusqu'à l'accuser de sourdes négociations et de préparer une rébellion contre l'Empereur, lequel prêtait de plus en plus l'oreille à ce genre d'accusations. Le refus de Wallenstein – parfaitement fondé sur le plan militaire – d'entreprendre, sur la demande insistante de l'Empereur, une campagne d'hiver en Bavière contre la Suède, ses pourparlers avec des représentants de la Saxe, des contacts secrets par l'intermédiaire d'émigrés bohémiens avec le chancelier suédois Oxenstierna et avec l'ambassadeur français, le Marquis de Feuquières, qui furent interprétés comme actes de félonie contre l'Empereur, semblaient confirmer ses intentions de trahison. Les lourdes accusations de trahison et rébellion contre l'Empereur que porta contre lui le général Piccolomini trouvèrent écho à Vienne.

Le 24 janvier 1634, une procédure secrète fut engagée contre Wallenstein; il était reconnu coupable de désobéissance et rébellion contre l'Empereur. Dans le plus grand secret, Ferdinand décréta sa destitution et donna l'ordre »de faire prisonniers et de conduire à Vienne le chef et les principaux conjurés, si cela était possible, ou de les tuer en tant que coupables reconnus«<sup>48</sup>. Tandis qu'il continuait à correspondre normalement avec Wallenstein, l'Empereur déliait en secret tous les officiers de leur devoir d'obéissance à son égard et refermait toujours plus étroitement le piège autour du condamné. Le duc n'eut connaissance de sa destitution et de son jugement que quelques jours avant cette nuit du 25 février 1634, où lui-même et les autres condamnés furent assassinés à Eger par des officiers de

46 MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 830 sq.

47 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 895; DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 499.

48 ... *et caput et precipuos coniurationis asseclas captivandi, si ulla ratione fieri posset, ac Viennam transmittendi aut convictos e numero mortalium exturbandi*. P. Wilhelm Lamormaini au général Mutio Vitelleschi, Vienne, le 3 et 4 mars 1634, dans: Heinrich Ritter von SRBIK, Wallensteins Ende. Ursachen, Verlauf und Folgen der Katastrophe, 2 éd. Salzburg 1952, annexe, p. 311.



son armée<sup>49</sup>. Wallenstein fut ainsi victime d'une conspiration ourdie contre lui à Vienne<sup>50</sup>.

Certes Wallenstein n'était plus un soutien inconditionnel de la politique impériale. Durant son premier généralat, il avait été convaincu de la nécessité de renforcer le pouvoir de l'Empereur au sein de l'Empire, grâce à l'armée nouvelle qu'il avait édifiée. Aussi longtemps que Ferdinand se fit la même idée de son intérêt que son baron, celui pensa et agit de manière exclusivement impériale c'est-à-dire autrichienne<sup>51</sup>. Mais lorsque l'Empereur préconisa des mesures et prit des décisions qui, selon Wallenstein, allaient à l'encontre des intérêts bien compris de l'Autriche, il commença à jeter les bases d'une politique personnelle<sup>52</sup>. Celle-ci apparut clairement dans les années 1629 et 1630, lorsqu'il condamna<sup>53</sup> ouvertement l'édit promulgué par Ferdinand (6 mars 1629)<sup>54</sup>, ordonnant la restitution de tous les évêchés et fiefs ecclésiastiques pris depuis 1552 aux catholiques par les Etats protestants. Elle se manifesta dans la paix de compromis imposée par lui à Christian IV de Danemark qui, au début, n'entraîna pas l'approbation unanime de Vienne<sup>55</sup>. Très lucide sur la situation politico-militaire, il adressa à l'Empereur un memorandum secret expliquant que la situation n'était pas du tout aussi favorable qu'on le croyait à Vienne. Le Danemark n'était pas soumis et on ne pouvait le battre sur mer. C'est pourquoi il optait pour des conditions de paix modérées<sup>56</sup>.

Il était hostile à l'édit de restitution car il savait que son application signifiait la ruine des princes protestants et, par là même, rendait illusoire le rétablissement de la paix en Allemagne. Pour lui, la communauté des confessions était le préalable essentiel de la paix interne. Sa réaction à l'édit de restitution montre aussi que l'interprétation de Suvanto selon laquelle Wallenstein voulait ériger l'Empereur « en monarque absolu de l'Empire »<sup>57</sup> ne tient pas. S'il avait voulu faire de Ferdinand le monarque absolu de l'Allemagne, il se serait prononcé en faveur de l'application rigoureuse de l'édit, qui aurait servi au mieux cette politique<sup>58</sup>. En réalité, Wallenstein voulait seulement affermir la position du chef de l'Empire, mais non faire de lui un monarque absolu. L'autonomie politique très large des Etats devrait être maintenue<sup>59</sup>.

Durant son second généralat, il s'efforça surtout de rétablir la paix! Après Nuremberg et Lützen, il était de plus en plus convaincu qu'une paix de compromis était dans l'intérêt de l'Empire et de l'Empereur car – et il s'en ouvrit en novembre

49 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 1114–1126; DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 529 sqq.; POLIŠENSKÝ, War and Society (voir n. 5) p. 145.

50 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 1057–1068.

51 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 459.

52 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 607.

53 MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 635 et 722 sq.; DIWALD, Wallenstein (voir n. 9) p. 423 et 427.

54 Voir M. RITTER, Der Ursprung des Restitutionsedikts, dans: Historische Zeitschrift 76 (1896) p. 62–102; l'édit de 1629, dans: Johann Christian LÜNIG, Teutsches Reichs-Archiv, Leipzig 1711 sqq., Pars Specialis, t. 5, 1<sup>re</sup> partie, p. 800–808.

55 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 610 sqq.

56 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 610–619.

57 SUVANTO, Wallenstein und seine Anhänger am Wiener Hof (voir n. 27) p. 33. Voir aussi SUVANTO, Die deutsche Politik (voir n. 42a) p. 184.

58 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 722.

59 Cf. ibidem.



1633 au conseiller impérial, Trauttmansdorff – même si Ferdinand remportait encore une dizaine de victoires, rien ne serait encore gagné. Les ennemis étaient trop nombreux, ils pourraient indéfiniment continuer à lever des troupes et une seule grande défaite de l'Empereur signifierait, pour lui, la fin<sup>60</sup>.

Pour gagner la paix, il s'efforçait sans relâche, mais en vain, de dissoudre la coalition des protestants et de créer un troisième parti, un parti allemand<sup>61</sup>. Dans ses négociations avec la Saxe et le Brandebourg, il essayait d'obtenir leur soulèvement contre la Suède. C'est pour cette raison qu'il plaidait en faveur de concessions impériales plus importantes en matière de religions. Ses contacts renouvelés avec la Suède, la France et même les émigrants bohémiens avaient également pour objectif la paix universelle. Mais ce sont aussi tous ces contacts qui le firent voir sous un jour ambigu, au point que plus personne ne voulut lui faire confiance.

Wallenstein voulait exclure de l'Empire les puissances étrangères: la Suède, la France et l'Espagne. En dernière analyse, il était prêt, pour atteindre ce but, à faire des concessions. Puisqu'on ne voulait pas, à Vienne, se résoudre à ces nécessaires concessions et que l'on ne voulait pas laisser carte blanche au duc de Friedland pour conduire sa politique, celui-ci n'exclut pas finalement la possibilité d'imposer cette politique à l'Empereur. Wallenstein échoua parce qu'il surestima ses possibilités et qu'il fut en avance sur son époque en voulant conclure cette paix si ardemment désirée.

Que le duc de Friedland ait aspiré à la couronne de Bohême, qu'il y ait été obligé par la logique même des choses comme l'affirmait encore Friedrich Hermann Schubert<sup>62</sup>, est du domaine de la légende. Rien dans les déclarations ou les activités de Wallenstein ne permet d'arriver à cette conclusion. Au contraire, à l'émigrant bohémien, Bubna, qui le poussait dans cette voie, il avait répondu: »Quoi, la couronne? Ce serait une grande fourberie«<sup>63</sup>.

Avec l'exégèse des prétendus projets du duc de Friedland concernant ses aspirations à la couronne de Bohême, on aborde la problématique générale de la culpabilité et de la trahison vis-à-vis de l'Empereur. S'appuyant sur les travaux de Heinrich von Srbik et de Josef Pekař, Fritz Dickmann a, en 1961, une nouvelle fois fait sienne la thèse selon laquelle »tous les chercheurs sans exception sont d'accord pour affirmer que le comportement de Wallenstein [depuis 1630] atteste la haute trahison contre l'Empereur«<sup>64</sup>. Après les résultats convaincants des travaux de Hellmut Diwald et l'ouvrage fondamental de Golo Mann, cette position n'est plus défendable. Il n'existe, en effet, pas de sources suffisamment fiables permettant de fournir, sans l'ombre d'un doute, la preuve de la trahison de Wallenstein. On ne dispose que de relations de seconde ou troisième main qui, pour de nombreuses raisons, doivent être

60 Voir le rapport de Trauttmansdorff, dans: Friedrich FÖRSTER, *Albrechts von Wallenstein, des Herzogs von Friedland und Mecklenburg, ungedruckte, eigenhändige, vertrauliche Briefe und amtliche Schreiben aus den Jahren 1627 bis 1634*, Berlin 1929, t. 3, p. 92.

61 Cf. MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 970.

62 SCHUBERT, *Wallenstein und der Staat* (voir n. 33) p. 605–609.

63 Cf. MANN, *Wallenstein* (voir n. 5) p. 925.

64 Fritz DICKMANN, *Der Dreißigjährige Krieg und der Westfälische Friede*, in: *Die Europäer und ihre Geschichte. Epochen und Gestalten im Urteil der Nationen*, édité par Leonhard REINISCH, München 1961, p. 84 sq.; SRBIK, *Wallensteins Ende* (voir n. 48); Josef PEKAŘ, *Wallenstein 1630–1634. Die Tragödie einer Verschwörung*, Berlin 1937, 2 vols.



considérées comme tendancieuses ou erronées. De Wallenstein, on ne possède aucune déclaration claire et, jusqu'aux journées qui précédèrent son assassinat, on ne décèle aucune activité vérifiable qui puisse constituer des indices précis d'une rébellion délibérée et relevant d'une vengeance contre l'Empereur. Ce n'est que lorsqu'il prit conscience de toute l'ampleur de la conspiration ourdie contre lui, lorsqu'il vit clairement le danger qui le menaçait, qu'il envisagea en quelque sorte par une réaction de légitime défense – d'agir contre l'Empereur. Mais ses appels aux ennemis de Ferdinand, Arnim, commandant en chef d'une armée saxonne et même aux Suédois (ces derniers transmis par le général Ilow, le dernier des fidèles), restèrent sans effet. L'armée qu'il avait créée l'abandonnait cette armée dont il avait cru jusqu'à la fin qu'elle était son armée et non celle de l'Empereur<sup>65</sup>.

65 Cf. MANN, Wallenstein (voir n. 5) p. 1118.